

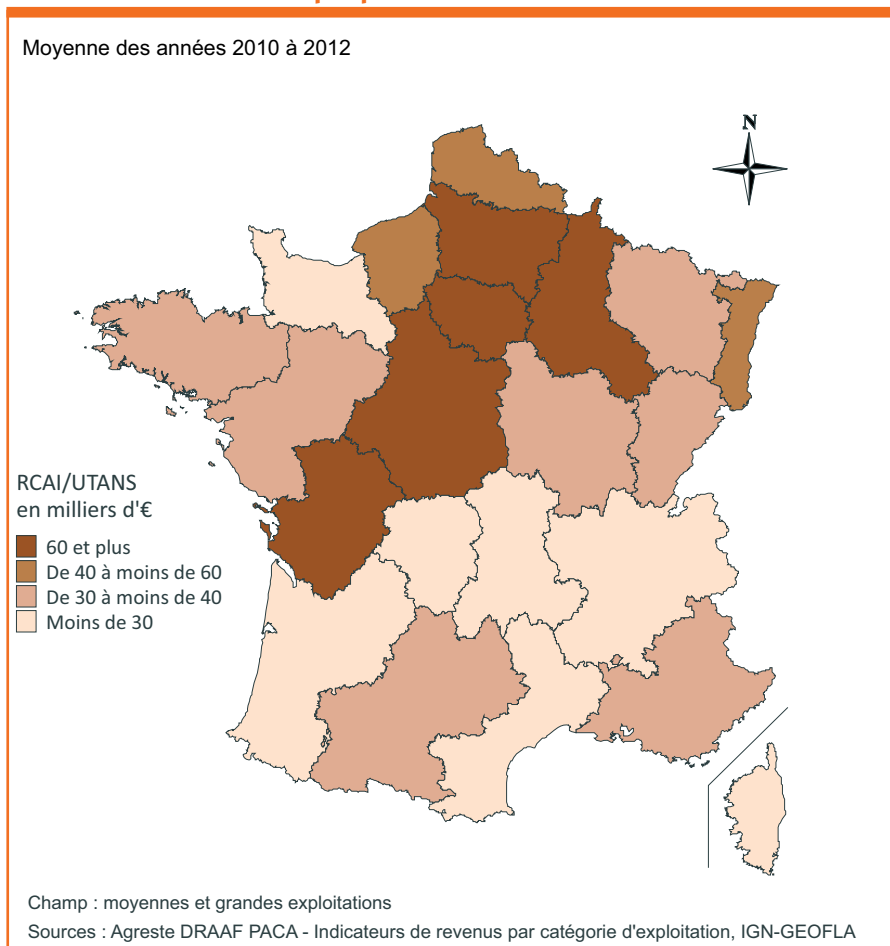
PACA - INDICATEURS DE REVENU DE L'AGRICULTURE EN 2012

2012 : Année de rattrapage pour les fruits et légumes

En 2012, le résultat des exploitations agricoles de la région renoue avec son meilleur niveau de la décennie passée. Succédant à une très mauvaise année 2011 en maraîchage, marquée par la crise de confiance des consommateurs (E. coli), et plusieurs années difficiles en fruit, l'année 2012 marque un rattrapage pour ces productions. Ces filières, fortement exposées à la volatilité des cours, profitent en 2012 de prix supérieurs : les prix des légumes augmentent de près de 10 % et ceux des fruits de 28 % en moyenne. En revanche, les vendanges sont particulièrement faibles surtout pour les vins sans appellation, et la hausse des cours ne peut que limiter à 5 % la baisse de la valeur de la production.

En 2012, le résultat moyen des exploitations agricoles de Paca est estimé à 30 600 € par actif non salarié. Malgré cette année d'embellie, l'écart continue de se creuser avec la moyenne nationale portée par les très bons résultats céréaliers. Le résultat moyen engrangé au cours des trois dernières années par les entreprises régionales ne représente aujourd'hui que 76 % du niveau moyen atteint au plan national.

Résultat courant avant impôt par actif non salarié



Le résultat moyen des exploitations agricoles de Provence-Alpes-Côte d'Azur rebondit en 2012 pour atteindre 30 600 € en moyenne par exploitation et par actif non salarié. Profitant de cours rémunérateurs en fruits et légumes, il progresse de 10 % comparé à 2011 et atteint le niveau de 2003 considéré comme le meilleur de la décennie. Il reste cependant inférieur de 20 % à la moyenne nationale (38 300 € par exploitation et par actif non salarié), en hausse elle aussi grâce aux très bons résultats des grandes cultures. Classé à la quinzième place des régions françaises, le résultat moyen des exploitations de Paca ne représente que le tiers de celui atteint en Île-de-France, région leader sur ce critère. Comparée aux autres régions de la moitié sud de la France, Paca se situe derrière la région Midi-Pyrénées et devance les régions Aquitaine, Corse, Rhône-Alpes, et Languedoc-Roussillon.

Les revenus des exploitations agricoles sont soumis à une volatilité importante liée aux aléas de

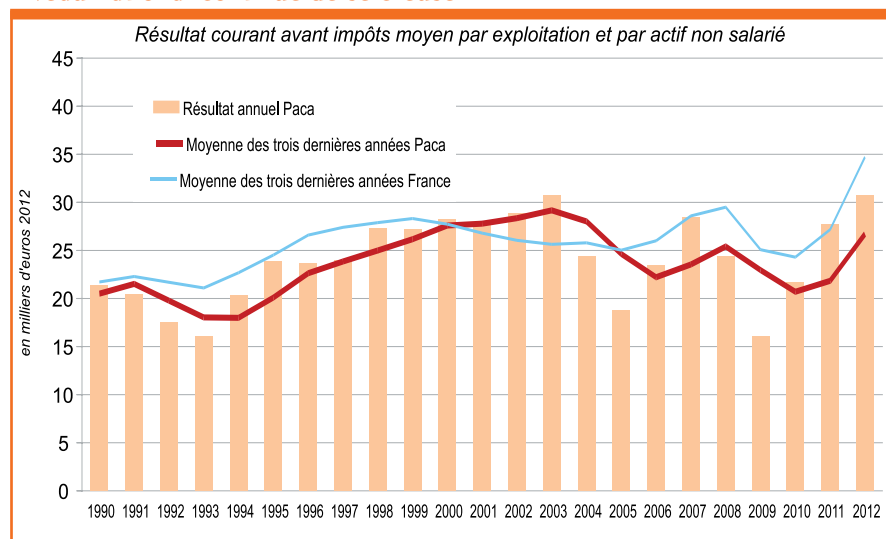
production et de marché. Ce phénomène est exacerbé pour les entreprises produisant des fruits ou légumes frais peu stockables ; elles reçoivent en outre peu de soutiens publics stables. Afin d'amortir cette volatilité annuelle et donc renforcer la pertinence des comparaisons, il est d'usage d'analyser la moyenne des résultats calculée sur trois ans. Ainsi considéré, le revenu moyen des exploitations de Paca se révèle inférieur à la moyenne nationale depuis le milieu de la décennie 2000. Après un rapprochement en 2009, l'écart s'accroît à nouveau sur la période récente. Le résultat moyen engrangé au cours des trois dernières années par les exploitations agricoles régionales ne représente, fin 2012, que 76 % du niveau moyen atteint au plan national (après 80 % fin 2011 et 85 % fin 2010).

La valeur de la production agricole bondit de 7 %

La production agricole de la région Paca, est estimée à 3,1 milliards d'euros en 2012. Elle s'est améliorée de 7 % par rapport à 2011. Les productions végétales contribuent pour 2,9 milliards dont 0,9 milliard de fruits, et 0,6 de légumes.

Les consommations intermédiaires (engrais, semences, énergie, aliments du bétail...) atteignent 1,2 milliard d'euros et représentent 38 % de la valeur de la production. Ces dépenses progressent de 4 % en raison de la hausse de leurs prix tandis que leurs quantités restent globalement stables. Les hausses de prix les plus fortes concernent les carburants (+ 16 %) et les engrais (+ 14 %). Pour les engrais, la dépense est maîtrisée car un recul des quantités achetées compense la hausse de prix. Ce n'est pas le cas des carburants dont la dépense continue de s'alourdir, de près de 17 %, malgré des quantités quasi-stabilisées. La dépense en aliments du bétail quant à elle progresse de 2 %, résultante d'une hausse des prix de 4 % et d'un recul des achats de 2,4 %.

Amélioration du résultat moyen agricole en 2012, mais l'écart avec le niveau national continue de se creuser



Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

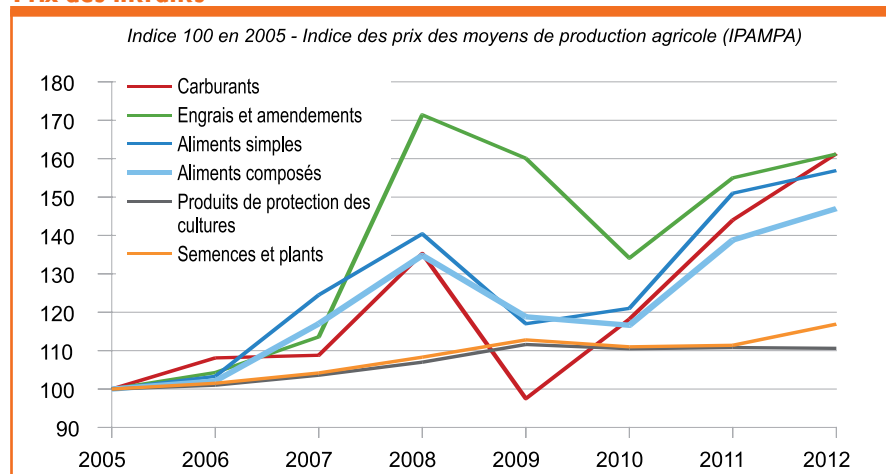
Près de 173 Millions d'euros de subventions

En 2012, les subventions versées aux exploitants de la région s'élèvent à 172,8 millions d'euros (principalement constituées des paiements uniques, ICHN, PHAE, aide ovine, et indemnités calamités). Leur montant baisse de 6,7 %, soit 11 millions d'euros en raison principalement de deux phénomènes : la mise en œuvre en 2012 du découplage de l'aide spécifique au riz, et le moindre niveau d'indemnités de calamités versé en 2012 par rapport à 2011. Parmi les aides, le montant d'ICHN perçu dans la région a progressé de 1,5 millions atteignant 35,6 millions. L'aide ovine est quasi-stable avec 12,1 millions d'euros versés, de même que la PHAE à 11,7 millions d'euros, en dépit d'un

recul des surfaces de 1 800 ha. La part des subventions dans le revenu est trois fois plus faible en Paca : les subventions ne représentent que 19 % du revenu agricole régional contre 57 % en moyenne nationale.

Le taux de valeur ajoutée moyen par exploitation atteint 49 % de la production et le taux moyen d'excédent brut d'exploitation (EBE) atteint 38 % en Paca sur les trois dernières années. Les exploitations agricoles de Paca dégagent un taux de valeur ajoutée supérieur à la moyenne nationale (42 %). Leur taux d'EBE est cependant structurellement inférieur à la moyenne nationale (43 %) en raison de frais de personnel plus élevés et de subventions moindres. Les exploitations de la région emploient en effet davantage de salariés et perçoivent moins d'aides.

Prix des intrants

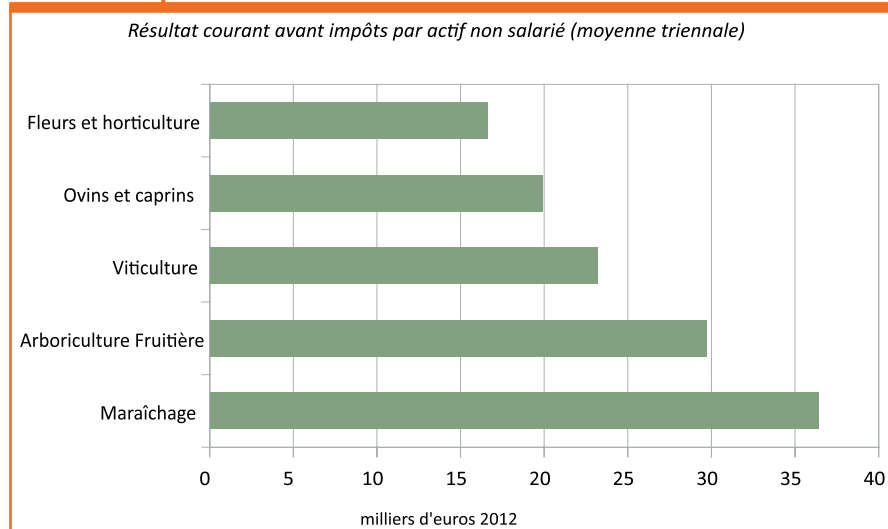


Source : Ipampa

De larges écarts de revenu entre filières

Les différentes orientations connaissent des évolutions contrastées. Les cinq filières prépondérantes en Paca affichent des niveaux de résultat qui s'échelonnent, en moyenne triennale, de 16 600 € par exploitation et par actif non salarié en horticulture à 36 400 € en maraîchage. L'arboriculture et le maraîchage, très bien orientés en 2012, parviennent à dégager des résultats historiques, tandis que les productions ovines et horticoles ne décollent pas, voire se replient encore, malgré des niveaux déjà faibles au regard des facteurs de production à rémunérer. Le résultat considéré ici doit en effet rémunérer les capitaux, l'exploitant non salarié

De fortes disparités entre filières



et permettre le paiement de ses charges sociales (estimées à 9 600 € par non salarié). Le résultat calculé fait aussi l'hypothèse du renouvellement de l'outil de production. En situation de faible résultat, le risque que l'exploitation ne renouvelle pas ses équipements est donc probable.

ment de l'outil de production. En situation de faible résultat, le risque que l'exploitation ne renouvelle pas ses équipements est donc probable.

Compte simplifié des moyennes et grandes exploitations

Moyenne par exploitation en milliers d'euros courants	1990	2000	2010	2011	2012 provisoire
= Production de l'exercice	89,6	124,4	148,3	164,7	175,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
- Charges d'approvisionnement	23,1	30,2	38,6	42,0	43,6
- Autres achats et charges externes (nc fermages)	17,4	28,3	41,0	44,4	46,0
= Valeur ajoutée	49,1	66,0	68,7	78,4	85,7
+ Subventions d'exploitation	2,6	10,9	18,0	18,4	18,0
+ Indemnités d'assurance	2,2	1,2	1,0	1,3	1,3
- Fermages	2,7	6,1	7,3	7,9	8,3
- Impôts et taxes	1,6	1,6	2,0	2,1	2,2
- Charges de personnel	11,1	21,1	26,1	27,0	27,5
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	38,6	49,3	52,4	61,1	66,9
+ Transferts de charges	0,3	1,1	0,9	0,7	0,7
- Dotations aux amortissements	11,5	14,1	19,0	19,9	20,9
= Résultat d'exploitation	27,4	36,3	34,3	41,9	46,6
+ Produits financiers	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
- Charges financières	3,8	2,8	3,0	2,6	2,6
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	23,8	33,7	31,6	39,7	44,5

Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

Pour comprendre les indicateurs de revenu

Les indicateurs de revenu présentés ici permettent d'analyser les résultats économiques annuels des exploitations agricoles dites moyennes et grandes. Les données 2012 sont provisoires, les données 2011 semi-définitives, et les données antérieures définitives. Le principal indicateur de revenu de l'activité des entreprises agricoles utilisé est le **Résultat Courant Avant Impôts (R.C.A.I.) par actif non salarié**. C'est l'indicateur qui approche le mieux les revenus que les exploitants tirent de leur activité agricole. Le **R.C.A.I.** est calculé à partir de la valeur de la production, augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires (carburants, engrais...) et toutes les autres charges courantes (salaires, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés. Il est rapporté au travail non salarié afin de tenir compte de la présence éventuelle d'un ou plusieurs coexploitants non salariés sur l'exploitation.

Les revenus moyens sont exprimés en valeur 2012. Ainsi les évolutions sont calculées en terme réels c'est à dire en monnaie constante (évolutions déflatées par l'évolution du prix du PIB).

Afin de restituer les évolutions annuelles dans des tendances plus longues, le résultat est calculé en moyenne glissante sur trois ans, dite **moyenne triennale**. La moyenne triennale en 2012 correspond à la moyenne des années 2010 à 2012, exprimée en euros constants 2012. La **moyenne quinquennale** est elle aussi exprimée en euros constants 2012.

La **valeur ajoutée** est le solde comptable du compte de production. Elle est calculée en déduisant de la valeur de la production celle des consommations intermédiaires.

Les **subventions** correspondent aux aides communautaires, aides nationales et locales. Elles comprennent les subventions sur produits et les subventions d'exploitation.

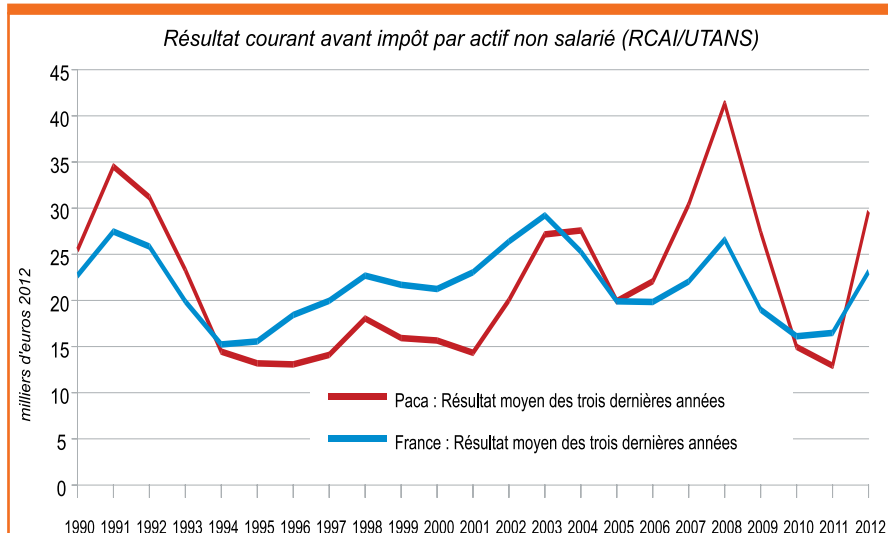
L'**excédent brut d'exploitation (E.B.E.)** correspond à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation et des indemnités d'assurance ; diminuée des prélèvements fiscaux, des fermages et charges de personnel.

Fruits : une commercialisation très favorable

Les productions ont été affectées par le froid intense de début février 2012 qui a touché l'ensemble de l'Europe. Les productions de la région Paca ont certes subi des pertes, mais la région a été beaucoup moins affectée grâce à sa localisation. Les récoltes de pommes et de poires baissent respectivement de 4 % et 13 %, alors qu'au plan national les chutes sont très sévères : -25 % et -27 %. Pour les fruits à noyaux, la production baisse de 16 % en cerises (-37 % au niveau national), pour les pêches et nectarines la production n'a reculé que de 1 % grâce à de bons rendements (-10 % au niveau national). En outre, la production régionale d'abricots augmente très fortement (+80 %) après la chute de 2011. Dans un contexte de manque de produits, les prix de l'ensemble des fruits se sont vendus à des niveaux élevés. Les prix ont fortement progressé en pomme (+30 %), poire (+24 %), pêches et nectarines (+19 %), et cerises (+18 %). Ainsi, la valeur de la production régionale de fruits augmente de 21 % : la hausse de prix de 28 % compense le léger recul des quantités (-4 %).

Le revenu des exploitations fruitières augmente en 2012 de +85 % atteignant son plus haut niveau depuis vingt ans avec 52 800 € en moyenne par exploitation et par actif non salarié. Cette bouffée d'oxygène succède à une mauvaise campagne 2011 et à deux années désastreuses (2010 et 2009), elle en permet le rattrapage. Calculé sur les cinq dernières années, le revenu moyen annuel s'élève à 25 200 € et à 29 700 € sur les trois dernières années (en moyenne par exploitation et actif non salarié). La volatilité des revenus est particulièrement forte dans cette filière. Les évolutions de revenus se révèlent de plus en plus fluctuantes depuis une décennie.

Arboriculture : Une bonne année dans une décennie très fluctuante



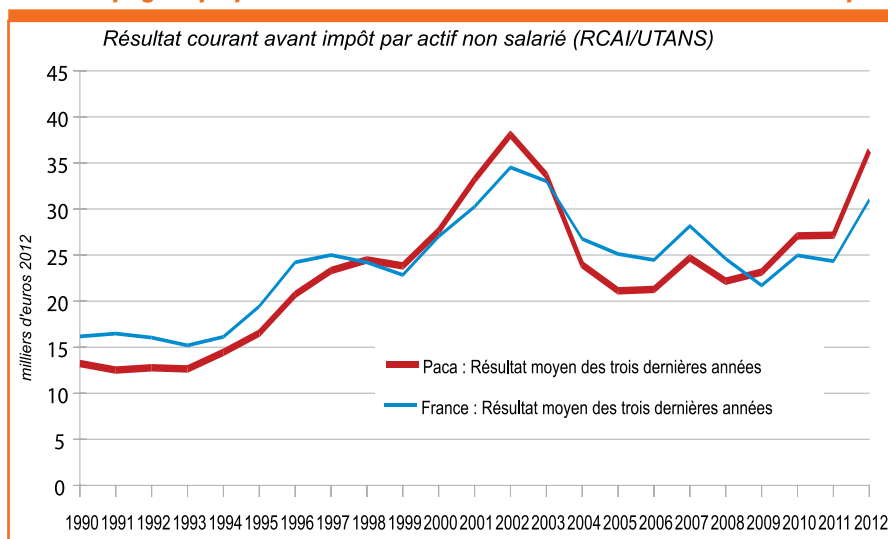
Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

Maraîchage : Embellie à la fois sur les récoltes, les prix et donc le résultat

Succédant à une mauvaise campagne 2011 fortement impactée par la crise de l'E. coli, avec des cours à la production très inférieurs aux historiques, l'année 2012 apparaît comme une année de rattrapage. Les cours ont progressé pour l'ensemble des légumes de 9 % en moyenne portés par une commercialisation bien orientée. La récolte est en outre abondante (+8 % de volumes produits). La majorité des légumes progressent soit en rendements, soit en surface (tomates,

courgettes, melon, fraises notamment). Ainsi la valeur de la production des exploitations maraîchères s'accroît de 18 %. Ce rebond a permis une croissance très significative du résultat moyen qui a plus que doublé : il est estimé à 53 600 € en 2012 par exploitation maraîchère et par actif non salarié. Calculé sur trois ans, ce revenu moyen n'est plus que de 36 400 €. Il chute même à 31 600 € calculé sur cinq ans du fait de l'année 2009 désastreuse. Le résultat moyen engrangé au cours des trois dernières années renoue néanmoins avec ses meilleurs niveaux du début de la décennie 2000.

Maraîchage : Une campagne qui permet de renouer avec les meilleurs niveaux historiques



Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

Viticulture : le résultat directement frappé par la petite vendange

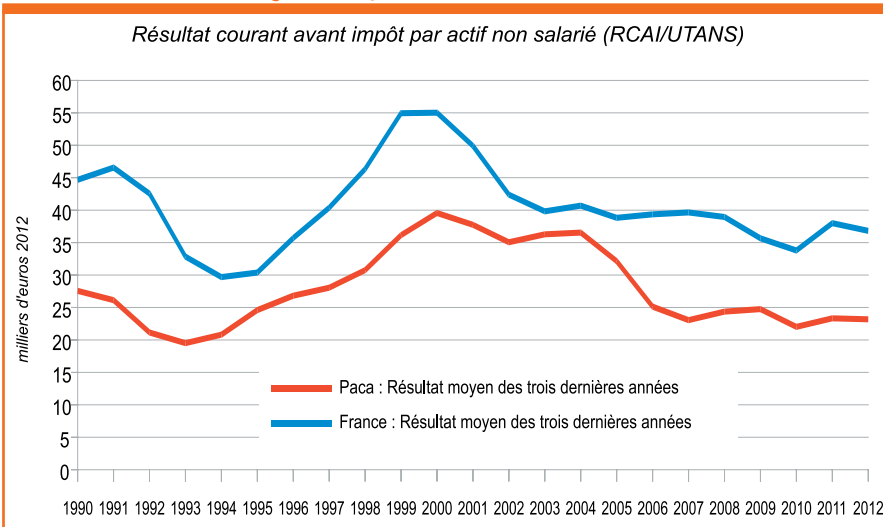
En 2012, le volume total de la production de vin fléchit de 14 %. Avec 3,7 millions d'hl, la production se situe bien au-dessous de l'abondante récolte de 2011 (4,2 millions d'hl). Elle est ainsi 10 % inférieure à la moyenne quinquennale suite à différents aléas climatiques (gel dans les Bouches-du-Rhône et Vaucluse et grêle sur le vignoble Varois). Les cours ont progressé en moyenne de + 7 % par rapport à la campagne 2011, elle-même en forte hausse (+ 9 %). Si la hausse des cours s'est poursuivie pour les AOP (+6 % en 2011 et 2012), elle s'est ralentie pour les vins IGP, dont les cours n'augmentent plus que de 8 %.

Avec des prix de vente qui s'élèvent plus modérément et des volumes récoltés réduits, la valorisation de la production fléchit de 5 %. Le résultat est également pénalisé par la hausse des charges courantes et recule de 29 %. Sur la dernière période triennale, le résultat viticole ne baisse cependant que de 1 % tiré par les bons volumes mieux valorisés de la campagne 2011. Malgré son repli en 2012 la valeur de la production viticole s'inscrit dans une tendance de stabilisation voire de reprise depuis cinq à six ans. Dans le Vaucluse, ce mouvement marque un frémissement favorable suite à la crise des années 2000 à 2005. Dans le Var, la valeur de la production progresse essentiellement sous l'effet de la valorisation des vins rosés.

Horticulture : une tendance préoccupante

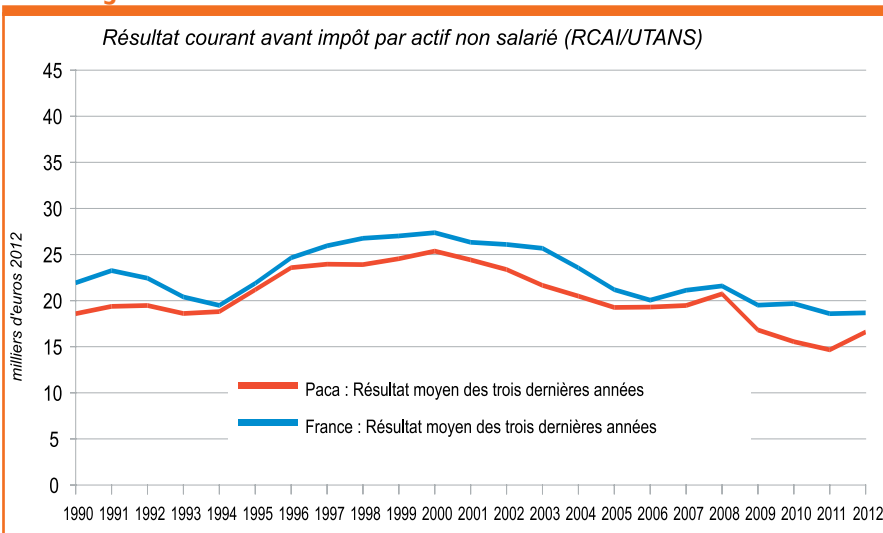
Déjà parmi les plus faibles de la région, le résultat moyen des exploitations horticoles baisse encore de 15 % en 2012 et s'établit à 14 800 € par exploitation et par actif non salarié. En 2012, l'augmentation des charges (+5 %) n'est pas compensée par la légère hausse de la valeur de la production (+ 2 %). Si le développement de la pivoine, bien valorisée, prend le relais de la rose dont la production chute fortement (-16 %), les

Viticulture : Un résultat très en deçà de la période faste du début des années 2000



Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

Horticulture : Une longue tendance de baisse



Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

coûts de production poursuivent leur hausse et pèsent sur le résultat.

Calculé en moyenne sur trois ans, le résultat est cependant moins mauvais que sur la période 2009-2011, affaibli par l'année 2009 très difficile. Au cours de la dernière décennie, le revenu moyen des exploitations horticoles régionales s'inscrit dans une tendance préoccupante de repli. De si faibles niveaux de résultats, récurrents, rendent difficile le financement des investissements nécessaires à la modernisation des outils de production. Le recul de la production de roses est également un signe témoignant de l'obsolescence des serres. La rose est en effet la production florale nécessitant les outils les plus performants (en termes de contrôle de la température, la lumière, le CO2...).

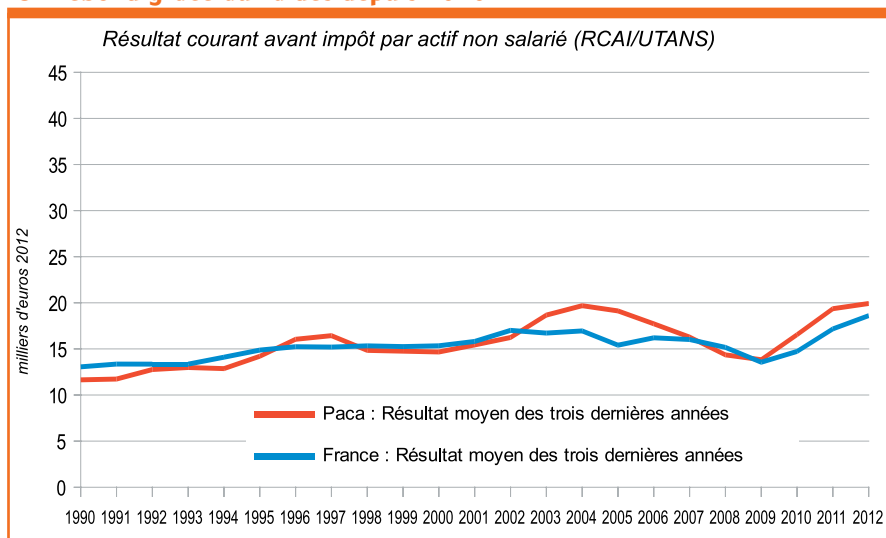
Élevage ovin-caprin : la hausse de production ne permet pas une amélioration des résultats

En 2012, la valeur de la production des exploitations de Paca spécialisées en production ovine-caprine augmente de 4 %. Les volumes produits sont restés relativement stables (-1,5 %) pour les ovins, mais reculent pour les caprins (-16 %). Les prix à la production augmentent de 3 % pour les ovins et de 5 % pour les caprins. En quantité, les consommations achetées (hors du secteur agricole) se contractent : -5 % pour les aliments concentrés, -4 % pour les produits vétérinaires, compensant l'augmentation des prix. Mais les autres charges, structurelles (énergie, entretien...), progressent et grèvent le résultat.

En outre, les subventions d'exploitation qui intègrent les aides nationales et communautaires reculent de 3 %. Ces aides sont pour certaines fonction de l'effectif comme l'aide au secteur viande ovine et caprine créée à partir de 2010. Leurs niveaux impactent très fortement le résultat car elles couvrent la quasi totalité des charges (95 %). Malgré l'augmentation de la valeur de la production, la hausse des charges et la baisse des subventions d'exploitation expliquent le recul du résultat de 16 %. Le résultat moyen demeure faible : 16 500 € en 2012 et 19 900 € en moyenne sur trois ans (en moyenne par exploitation et par actif non salarié).

Bien qu'ayant une production très inférieure, l'exploitation moyenne de Provence-Alpes-Côte d'Azur dégage

Élevage ovin-caprin : Un rebond grâce aux aides depuis 2010



Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

un résultat comparable à son homologue nationale grâce à un niveau de

subventions d'exploitation plus important.

Évolution dans le temps et comparaison des indicateurs de revenu entre territoires

Résultat courant avant impôt (RCAI) par Unité de travail annuel non salarié (UTANS)		1990	2000	2010	2011	2012 (provisoire)
France métropolitaine	Valeur (milliers d'€ 2012)	22,6	26,3	31,8	35,0	38,3
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	21,7	27,7	24,3	27,2	35,0
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	85,9	100	121	133,4	145,8
Provence-Alpes-Côte D'Azur	Valeur (milliers d'€ 2012)	21,3	28,3	21,7	27,8	30,6
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	20,5	27,6	20,7	21,8	26,7
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	75,5	100	76,8	98,2	108,3
Alpes-de-Hte-Provence	Valeur (milliers d'€ 2012)	19,7	20,8	23,3	27,8	33,3
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	18	20,7	19,8	21,5	28,2
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	94,5	100	112,0	133,7	160,1
Hautes-Alpes	Valeur (milliers d'€ 2012)	18,4	17,2	20,3	22,9	25,2
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	16,3	17,4	16,4	18,1	22,8
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	106,5	100	118	133,1	146,5
Alpes-Maritimes	Valeur (milliers d'€ 2012)	16,1	24,4	21,3	20,5	22,6
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	17	23,5	17,5	18,1	21,5
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	65,8	100	87,3	84,0	92,6
Bouches-du-Rhône	Valeur (milliers d'€ 2012)	21,2	27,3	23,7	26,9	40,4
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	18,7	24,8	21,5	22,1	30,4
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	77,8	100	86,8	98,5	148,0
Var	Valeur (milliers d'€ 2012)	20,7	30,5	20,7	26,4	23,7
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	22,3	31,2	20,2	21,2	23,6
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	67,9	100	67,9	86,6	77,7
Vaucluse	Valeur (milliers d'€ 2012)	24,2	30,7	19,7	28,8	31,5
	Moyenne triennale (milliers d'€ 2012)	22,8	31	20,8	21,5	26,7
	Evolution par rapport à 2000 en termes réels (en indice, Indice = 100 en 2000)	78,7	100	64,2	93,8	102,6

Source : Agreste - Rica et indicateurs de revenus régionaux

Disparités départementales

En 2012, les départements les plus orientés vers les productions fruitières et légumières affichent les plus fortes augmentations de résultat. C'est le cas des Bouches-du-Rhône, des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse. En revanche le Var (vins, fleurs et plantes) affiche la progression la plus faible.

La valeur de la production des **Alpes-de-Haute-Provence** est assurée en majorité par les filières végétales (68 %). La forte hausse de leurs cours (22 %) compense la baisse des volumes (-5 %). La production fruitière, qui contribue pour 37 % à la production, augmente de 25 % en valeur en 2012. Le maraîchage et les céréales (8 % de la production) augmentent moins fortement (+ 4 %). Les productions animales contribuent pour 25 % à la production. Leurs prix augmentent de 9 % et bien que leurs volumes se rétractent de 3 %, la valeur de la production s'accroît de 5 %. *In fine*, le revenu s'établit à 33 300 € en moyenne par actif non salarié en 2012, et continue de progresser pour la troisième année consécutive.

La contribution des filières végétales et animales à la production du département des **Hautes-Alpes**, est comparable à celle des Alpes-de-Haute-Provence : 65 % est assurée par les productions végétales et 28 % par les productions animales. Les fruits (43 % de la production) perdent 10 % des volumes mais les prix progressent de 41 %, la valeur de la production de cette filière s'accroît de 28 %. Les ovins prédominent dans les productions animales (9 % de la production). Les volumes en filière ovine se rétractent de 4 %, dans un marché aux cours haussiers (+5 %). Ainsi, la valeur de la production varie

peu. Si les prix du lait de chèvre et de brebis sont restés stables, celui du lait de vache baisse de 3,6 % tandis que son volume chute également de 4 %. C'est un recul important pour la filière laitière qui contribue pour 6 % à la production du département. Une hausse de la production bovine est observée et compense la baisse de la valeur de la production laitière. La production animale se maintient donc (+0,6 %). Le revenu est estimé à 25 200 € en moyenne par actif non salarié, en hausse de 10 % en 2012.

Les productions végétales contribuent très majoritairement à la production dans les **Alpes-Maritimes** (87 %). Les principales productions en valeur sont les fleurs-plantes et légumes (65 %), les fruits pour 15 %. Ce sont les ovins qui participent le plus à la production pour la partie animale. Le revenu est estimé à 22 600 € en 2012 en moyenne par actif non salarié, en hausse de 10 % grâce aux résultats bien orientés en fruits et légumes.

Les productions végétales constituent 96 % de la production agricole des **Bouches-du-Rhône** dont les fruits (42 %), la production maraîchère (38 %), les céréales (5 %). La production de fruits, en légère baisse, est bien valorisée par la forte augmentation des prix moyens (28 %) : le chiffre d'affaires augmente de 26 %. Les productions maraîchères, stables en volume, progressent en prix (+12 %) et donc en valeur. La production de céréales recule légèrement en volume et en valeur. Les rendements en blé dur sont en effet affectés par la sécheresse qui a sévi de décembre à mars dans les Bouches-du-Rhône (zone précoce). Les bons rendements en riz ne compensent pas la baisse des cours (260 € la tonne). Enfin, le département des Bouches-du-Rhône enregistre une petite récolte viticole.

L'amélioration du revenu est la plus forte de la région, portée par celle de l'arboriculture. Le résultat est supérieur à la moyenne régionale et nationale et s'établit à 40 400 € en moyenne par actif non salarié. Il a augmenté de 50 % par rapport à la très mauvaise année 2011.

Les productions végétales contribuent pour 96 % à la production de l'agriculture du **Var**. Essentiellement orienté en viticulture principalement d'appellation (40 % de la production), ce département subit le recul des volumes (-10 %) pour les AOP. Leurs prix augmentent de 8 %. En conséquence, la valeur de la production se replie de 3 %. En 2012, le revenu est estimé à 23 700 € en moyenne par actif non salarié, en repli de 10 %.

La valorisation de la production du **Vaucluse** est réalisée essentiellement avec les productions végétales (95 %). Plus d'un tiers provient des vins d'appellation (36 %), les productions maraîchères et horticoles contribuent pour 23 %, les fruits 29 % et 2 % pour les céréales.

Les productions végétales baissent en volume (-3 %) et leur prix subit la plus faible augmentation régionale (9 %). Les volumes de production des vins d'appellation reculent de 10 %, l'augmentation de prix n'étant que de 5 %, la valeur de la production se replie de 6 %. En IGP, la production est faible (-19 %) et les prix, certes en augmentation (+10 %), sont insuffisants pour compenser. Ainsi la valeur de la production baisse de 10 %. Au final ce sont les fruits qui font le revenu : des volumes et des prix plus élevés permettent une augmentation de 25 % de la valeur dégagée par cette filière. En 2012, le revenu atteint 31 500 € en moyenne par actif non salarié, en hausse de 9 %.

Méthodologie

Un système d'information sur les revenus basé sur le RICA

- Les indicateurs de revenus présentés ici sont établis par le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt en liaison avec les services régionaux en charge des statistiques (SRISE) dans les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.
- Deux sources complémentaires fournissent des informations en matière de revenu agricole : les comptes de l'agriculture d'une part, et le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) d'autre part. Les comptes de l'agriculture retracent une vision macro-économique sur le champ global de la branche agricole, tandis que le RICA est fondé sur l'observation de comptabilités privées d'exploitations agricoles de taille conséquente (exploitations dites moyennes ou grandes c'est à dire de plus de 25 000 € de produit brut standard).
- Les indicateurs de revenus présentés ici s'appuient sur les résultats du RICA qui constituent la référence pour les années passées. Les résultats de la dernière année sont issus d'une actualisation des résultats du RICA par des indices conjoncturels cohérents avec les indices des comptes macro-économiques.
- Les comptes régionaux d'une même année font l'objet de trois estimations, en fonction des sources disponibles. La version provisoire est présentée en juin de l'année suivante (n+1), la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Par conséquent, toutes les données 2012 sont provisoires.

Le réseau d'information comptable agricole (RICA) en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une enquête communautaire dont l'objectif est de fournir des informations sur le fonctionnement technico-économique des exploitations agricoles. Cette opération permet de suivre l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans les exploitations agricoles. Réalisée depuis 1968 dans les États membres de l'Union européenne, selon des règles et des définitions communes, cette enquête permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agricultures et d'étudier les effets des politiques mises en place. Dans l'Union européenne, ce sont environ 90 000 comptabilités individuelles qui sont ainsi recueillies chaque année. Elles sont représentatives de quatre millions d'exploitations agricoles européennes.

En France métropolitaine, le champ d'observation et d'analyse est restreint aux exploitations agricoles dites moyennes ou grandes, dont la production brute standard (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 euros. Plus de 7 600 exploitations composent l'échantillon national.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'échantillon comprend 420 exploitations agricoles réparties sur toutes les filières de production. Ces comptabilités sont recueillies chaque année afin d'analyser la formation du revenu et ses évolutions dans les exploitations de la région.

Pour en savoir plus

- "Une année contrastée entre régions et orientations", Agreste primeur n°303-juillet 2013
- "Rapports présentés à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 4 juillet 2013", en ligne sur le site Agreste
- Site internet Agreste : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/>
- Site internet DRAAF PACA : <http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/>



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service Régional de l'Information Statistique
et Économique - (SRISE)
132, boulevard de Paris - 13003 MARSEILLE

Tél. : 04 13 59 36 00
Fax : 04 13 59 36 32
<http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/>
Courriel : srise.draaf-paca@agriculture.gouv.fr

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Directeur régional : Jean-Marie Seillan
Directrice de la publication : Nadine Jourdan
Rédacteur : Françoise Cazenave, Nadine Jourdan
Composition : Nadine Nieto
Impression : MAAF-SSP
Dépôt légal : Juillet 2013
ISSN : 1773-3561